



CHARTRES
DE BRETAGNE

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Construction d'une maison éco-citoyenne

Date et heure limites de réception des offres :
Mercredi 28 mai 2025 à 12h00

COMMUNE DE CHARTRES DE BRETAGNE
ESPLANADE DES DROITS DE L'HOMME
35131 CHARTRES DE BRETAGNE
Tél : 0299771321

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Construction d'une maison éco-citoyenne
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	12
	Délai de validité des offres	90 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Défini par lot
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes libres	5
2.4 - Variantes exigées.....	5
2.5 - Développement durable	6
3 - Les intervenants	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.3 - Contrôle technique.....	6
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
4 - Conditions relatives au contrat	7
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
5 - Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures et des offres	9
6.1 - Documents à produire.....	9
6.1.1 - Pièces de la candidature	9
6.1.2 - Pièces de l'offre	10
6.2 - Présentation des variantes exigées.....	11
6.3 - Visites sur site	11
6.4 - Usage de matériaux de type nouveau.....	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
7.1 - Transmission électronique	12
7.2 - Transmission sous support papier	12
8 - Examen des candidatures et des offres	13
8.1 - Sélection des candidatures.....	13
8.2 - Attribution des marchés.....	13
8.3 - Suite à donner à la consultation	13
9 - Renseignements complémentaires.....	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	14
9.2 - Procédures de recours	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne : La construction d'une maison éco-citoyenne

La Maison Écocitoyenne a pour objectif de devenir un lieu ressource dédié à l'économie circulaire (mutualisation d'objets et/ou de matières, seconde-vie, vente, don, échanges, prêts de matériel, allongement de la durée de vie des objets...), de sensibiliser aux enjeux de la transition écologique en fédérant des associations, collectifs d'habitant(e)s et habitant(e)s chartrain(e)s autour d'un lieu et d'un projet dédiés à l'éco-citoyenneté et au réemploi. Ce lieu a également vocation à être un lieu de vie sociale, de convivialité, d'échanges de pratiques et de savoir-faire entre habitants.

Lieu(x) d'exécution :

Adresse : Site des services techniques

2 allée Vincent Van Gogh

35131 Chartres-de-Bretagne

Localisation de l'opération :

Avenue du Trégor 35131 CHARTRES de BRETAGNE

Passage René Dumont 35131 CHARTRES de BRETAGNE

35131 Chartres-de-bretagne

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 11 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	VRD / TERRASSEMENTS/ AMENAGEMENTS EXTERIEURS
02	GROS OEUVRE
03	CHARPENTE ACIER
04	OSSATURE BOIS - BARDAGE BOIS
05	COUVERTURE - BARDAGE POLYCARBONATE
06	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - FERMETURES - SERRURERIE
07	MENUISERIES INTERIEURES - AGENCEMENT
08	CLOISONS INTERIEURES - DOUBLAGES - PLAFONDS
09	REVETEMENTS DE SOLS SCELLES
10	REVETEMENTS MURAUX - PEINTURE
11	CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE
12	ELECTRICITE - COURANTS FORTS ET FAIBLES

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un nombre maximal de 3 lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45210000-2	Travaux de construction de bâtiments

Lot(s)	Code principal	Description
01	45232451-8	Travaux de drainage et travaux de surface
02	45223220-4	Travaux de gros œuvre
03	45261100-5	Travaux de charpente
04	45262650-2	Travaux de bardage
04	45261210-9	Travaux de couverture
05	45261210-9	Travaux de couverture
05	45262650-2	Travaux de bardage
06	45421000-4	Travaux de menuiserie
07	45421000-4	Travaux de menuiserie
08	45421141-4	Travaux de cloisonnement
09	45432130-4	Travaux de revêtements de sols
10	45442110-1	Travaux de peinture de bâtiments
11	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
11	45330000-9	Travaux de plomberie
12	45310000-3	Travaux d'équipement électrique

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes libres

Les candidats n'ont pas la possibilité de proposer des variantes.

2.4 - Variantes exigées

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base et devront faire une proposition pour chacune des variantes exigées relatives au(x) lot(s) suivant(s) :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
01	VAR 01.3. 7.1	Variante enrobés drainants	Pose d'un enrobé drainant et suppression pose de pavés bétons neufs

09	VAR 09.5. 5	Variante sol résine	Revêtement de sol industriel à base de résine polyuréthane en remplacement du ponçage et vitrification du sol chape fluide
----	-------------------	---------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.



La réponse à la solution de base est obligatoire.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Mandataire : PATRICE ROBAGLIA

16 rue Du Général Brunet

75019 Paris 19

Tél. : 06 75 01 41 33

Courriel : robagliaarchitecte@gmail.com

Architecte associé : EXERCICE SARL d'architecture

16 rue du Général Brunet

75019 Paris

Tél : 06 73 74 89 70

Courriel : contact@exercice.studio

BET Structures et fluides : SIO - SARL - BET structures et fluides

Société d'Ingénierie de l'Ouest

Centre d'affaires le Bignon

35000 Rennes

Tél : 02 99 35 50 40 - Fax : 02 99 35 32 74

E-mail : sio@sio-rennes.fr

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre :

Architecte associé : EXERCICE SARL d'architecture

16 rue du Général Brunet 75019 Paris -

Tél : 06 73 74 89 70

Courriel : contact@exercice.studio

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

DEKRA INDUSTRIAL SAS - Mr Hugo Bourven

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

DEKRA INDUSTRIAL SAS - Mr Hugo Bourven
ZA de la Hallerais - Allée du Communal
35770 VERN SUR SEICHE
Responsable de l'opération : Raphael LEPELTIER : 06 19 79 26 86 - raphael.lepeltier@dekra.com

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai global d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

Un dossier pièces administratives comprenant :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) : un DPGF par lot (version PDF et excel)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (un CCTP généralités et un CCTP propre à chaque lot)
- Les formulaires de candidatures DC1 et DC2

Un dossier technique comprenant les pièces suivantes :

- 01 MEC Préparation du site
 - MEC DT réseaux concessionnaires
 - MEC Déconstruction A
 - MEC Déconstruction B
 - MEC Désamiantage + Plan de retrait + certificat
 - MEC Détection de réseaux A
 - MEC Détection de réseaux B
 - MEC Détection de réseaux B complément
 - MEC EXE Viabilisation EU EP TELCOM
 - MEC Plan de bornage parcelle
 - MEC Relevé topographique parcelle
- 02 MEC PLANS PROJET
 - DWG
 - MEC plan detail archi dwg DCE DET

- DET01 Coupe sur file C (entre files 9 et 10)
 - DET02 Coupe sur file C (entre files 8 et 9)
 - DET03 Coupe sur file B (entre files 8 et 9)
 - DET04 Coupe sur file A (entre files 8 et 9)
 - DET05 Coupe sur file 1 (entre files A et B)
 - DET06 Coupe sur file 1 (entre files B et C)
 - DET07 Façade Sud
 - DET08 Portail coulissant sur façade Ouest (1)
 - DET08 Portail coulissant sur façade Ouest
 - DET09 Façade Nord
 - DET10 MEX01
 - DET10 MEX02
 - DET10 MEX03
 - DET10 MEX04
 - DET10 MEX05
 - DET10 MEX06
 - DET11 Portail coulissant
 - DET12 Portail coulissant avenue du trégor
- MEC plan généraux archi dwg DCE PG
 - PG01 Plan de masse
 - PG02 Plan de VRD
 - PG03 PIC (Plan d'installation de chantier)
 - PG04 Plan de RDC
 - PG05 Coupe AA
 - PG06 Coupe BB
 - PG07 Façade Sud
 - PG08 Façade Ouest
 - PG09 Façade Nord
 - PG10 Façade Est
- MEC plan tech sio dwg DCE DET
 - MEC-DCE-CVPS00
 - MEC-DCE-EL00
 - MEC-DCE-ST01
 - MEC-DCE-ST02
 - MEC-DCE-ST03
- PDF
 - MEC DCE architecte PLAN DETAILS DET01 à DET12
 - MEC DCE architecte PLAN GENERAUX PG01 à PG11
 - MEC-DCE-CVPS00
 - MEC-DCE-EL00
 - MEC-DCE-ST01
 - MEC-DCE-ST02
 - MEC-DCE-ST03
- 03 MEC Notices
 - MEC-DCE-RT2012
 - avis_SOUS COMMISSION SECURITE_AT24 M0007
 - PC40_Notice descriptive de sécurité
 - avis_SOUS COMMISSION ACCESSIBILITE_AT24 M0007
 - PC39_Notice Accessibilite
- 04 MEC PGC

- MEC DCE 54082121_PGC_V_C
- 05 MEC RICT
 - MEC_54082119_RICT_DCE_N2
 - MEC_54082119_RICT_SEI_N3
- 06 MEC Planning prévisionnel
 - MEC DCE planning previsionnel
- 07 MEC Rapport de sol
 - MEC Mission G2 AVP avec annexes
 - MEC Mission G2 PRO avec annexes
 - MEC Rapport Rapport RINCENT R-31389-6-01A

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.


6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

 **Après l'analyse des offres et le classement de celles-ci, il sera exigé du candidat placé en première position un certain nombre de pièces administratives (voir article 8.3 du présent règlement de consultation). Compte-tenu des délais d'obtention de ces documents les candidats sont fortement invités à solliciter auprès des organismes compétents ces pièces dès que possible.**

6.1.1 - Pièces de la candidature

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
<p><u>Lot n° 1 :</u></p> <p>Il est demandé aux candidats une qualification désamiantage ou de pouvoir présenter un sous-traitant avec une qualification adaptée.</p>	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.1.2 - Pièces de l'offre

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ou Devis	Non
Le mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Il devra comprendre, à minima, les informations suivantes : - Moyens humains et matériels de l'entreprise précisant les moyens propres affectés à l'opération ; le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, ainsi que leur	Non

moyens humains et matériels. - de la méthodologie d'intervention propre au chantier : organisation, mesures prises pour l'hygiène et la sécurité, particularités techniques, programme d'exécution des ouvrages, et l'engagement de respecter les délais prévus au calendrier d'exécution des travaux. - de la qualité des matériaux utilisés pour ce chantier et les fiches techniques correspondantes / fournitures et fournisseurs correspondants des mesures prises pour ce chantier concernant la gestion, la valorisation et l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur. Ce document comprendra toutes justifications au regard des critères et sous-critères de notation de la valeur technique de l'offre détaillée plus bas. A cet effet chacun de ces critères et sous-critères devra être repris comme titre de paragraphe dans le sommaire et l'architecture du mémoire technique.	
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Présentation des variantes exigées

Les candidats présenteront un dossier général "variantes exigées" comportant un sous-dossier pour chacune de ces prestations. Chaque prestation sera chiffrée dans l'acte d'engagement, en complément de l'offre de base.

6.3 - Visites sur site

La visite sur site est facultative.

Elle peut être organisée dans les conditions suivantes :

Une visite sur site pourra être organisée à la demande des candidats. Il appartiendra aux candidats souhaitant faire une visite de solliciter l'acheteur via la messagerie sécurisée du profil acheteur (MEGALIS) en laissant leur coordonnées. La visite ainsi fixée sera proposée à l'ensemble des candidats.

6.4 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition :
 pendant le délai de
 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes :
 "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « **2024000004 - MARCHES PUBLICS - NE PAS OUVRIR AVANT DATE DE REMISE DES PLIS - COPIE DE SAUVEGARDE** », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Commune de CHARTRES-DE-BRETAGNE
ESPLANADE DES DROITS DE L'HOMME
35131 CHARTRES DE BRETAGNE

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'analyser les offres avant les candidatures.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0 %
2-Qualité	60.0 %
2.1-Moyens humains et matériels	20.0 %
2.2-Méthodologie d'interventions	20.0 %
2.3-Qualité des matériaux	12.0 %
2.4-Gestion/valorisation et élimination des déchets de chantier	8.0 %

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés ou avec les trois meilleurs candidats. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Ces documents sont les suivants :

- Les certificats de régularité fiscale et sociale listés par l'annexe 4 du Code de la commande publique et délivrés par les organismes compétents ou, si le candidat est établi à l'étranger, un équivalent datant de moins de 6 mois. Il s'agit de :
 - o Attestation de régularité fiscale délivrée par la DGFIP
 - o Attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF
 - o Attestation congés payés et chômage intempéries
 - o Certificat cotisation retraite
- Si l'entreprise est établie hors de France et qu'elle dispose de salariés détachés temporairement : les documents prévus à l'article R1263-12 du Code du travail
- Si l'entreprise est établie hors de France, les documents prévus à l'article D8222-7 du Code du travail
- Si l'entreprise est établie en France et qu'elle n'est pas un particulier : l'extrait de son inscription à un registre professionnel obligatoire (Extrait K ou Kbis)
- En cas d'emploi de salarié étranger la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du Code de travail
- En cas de redressement judiciaire, la copie du jugement prononçant le redressement judiciaire
- Un RIB
- Les attestations d'assurance exigées dans le CCAP en cours de validité pour la période concernée.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces pièces au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Toutefois, compte-tenu des délais d'obtention de ces pièces, les candidats sont fortement invités à solliciter auprès des organismes compétents ces pièces avant le dépôt de leur candidature et offre.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <https://rennes.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <https://rennes.tribunal-administratif.fr>